

Mixité sociale en première, réussite en sixième?

L'agitation qui accompagne depuis 2 ans le mode d'inscription des élèves en première année secondaire a occulté, comme une tempête de sable, d'autres facteurs au moins aussi importants à l'œuvre dans notre enseignement.

La mixité sociale est-elle un but en soi? Le véritable problème n'est-il pas l'échec massif, à savoir les 28% d'élèves qui, dans les enquêtes PISA, n'atteignent pas le niveau de lecture jugé élémentaire? Et en admettant – ce sur quoi (presque) tout le monde s'accorde – qu'une plus grande mixité sociale dans les écoles est souhaitable, on peut s'interroger. Les récents décrets (ou le suivant, pas encore déterminé) vont-ils réaliser cet objectif? Les inscriptions obligatoirement "mixées" en première vont-elles aboutir, toutes autres choses restant ce qu'elles sont, à plus de réussite, donc à plus de mixité sociale en sixième et au-delà, dans l'enseignement supérieur? Ce qui est évidemment le véritable enjeu.

PARCOURS

Ceci nous conduit à considérer la question dans la durée, c'est-à-dire du point de vue du parcours de l'élève,

et dans le contexte, c'est-à-dire en-dehors de l'école. Être inscrit en première année dans une école "réputée" ne garantit en rien la réussite scolaire finale. On peut, en effet, craindre que le brillant palmarès de certains établissements ne se fonde, d'une part, sur une sélection impitoyable lors des conseils de classe, qui "délestent" au fil des années tous les élèves faibles ou difficiles vers d'autres établissements et, d'autre part, sur un soutien et une exigence obstinés des familles (parfois à coup de cours et autres stages payants), qui permettent de surmonter échecs et redoublements successifs.

CONFUSION

Pour ce qui est du contexte, il faut voir que la mobilisation politique sur les inscriptions repose sur une confusion. L'analyse des résultats PISA, diffusés souvent de manière réductrice, a montré une corrélation statis-

tique entre réussite scolaire et mixité sociale. De cette corrélation on a fait une causalité, oubliant que, dans les régions où l'école était socialement plus "mixée", la société environnante l'était aussi. Mais ce constat ouvre évidemment des perspectives politiques plus larges et plus exigeantes que la seule contrainte sur les inscriptions... Il ne faut pas perdre de vue non plus que les adolescents ne se situent pas facilement dans un environnement dont ils ne maîtrisent pas les codes, et ceci n'est pas toujours lié au niveau économique. Les facteurs psychologiques et relationnels sont de première importance pour que l'intelligence et l'énergie au travail se mettent en route. Une gestion trop réglementée des inscriptions prive le système de régulateurs humains.

APPROCHE POSITIVE

Pour arriver à réduire le scandale des échecs massifs touchant au premier chef les milieux économiquement, intellectuellement et linguistiquement faibles, les écoles secondaires – surtout celles de l'enseignement général – ne devraient-elles pas changer en profondeur leur approche de l'évaluation et des conseils de classe? J'entends par là passer d'une perspective sélective, éliminatoire à une démarche positive basée sur le meilleur parcours possible pour cet élève-là, en six ou sept ans, avec un diplôme à la clé. Ce parcours serait discuté avec l'élève et ses parents, expliqué, valorisé, quelle que soit la filière envisagée. Les différentes écoles offrant filières et parcours variés travailleraient en partenariat dans chaque région ou quartier, sans qu'il y ait condescendance d'une filière envers une autre. Utopie? Peut-être pas. Cela se pratique déjà en certains lieux.

Évidemment, il restera à améliorer l'efficacité de l'apprentissage et de l'éducation dans les écoles, de manière que toutes soient bien équipées, exigeantes, performantes, animées par un personnel bien formé, enthousiaste et motivé, etc. C'est là un grand chantier, dont certaines bases sont déjà posées, mais qui implique un effort de toutes les composantes de la société. ■

MARTHE MAHIEU

ANCIENNE DIRECTRICE D'ÉCOLE SECONDAIRE